

## Sommaire

### Endettement du Gabon

De nouveaux plafonds fixés p3

### BEAC

Vers une hausse du taux directeur p4

### Biendi Maganga Moussavou

Séance de travail avec le FMI p5

### Reprise de Maurel & Prom par Pertamina

L'indonésienne s'offre de nouvelles ambitions p6

### Secteur extractif

Genmin avance ses pions p7

# Redynamiser l'économie Le gouvernement s'active



### Confédération patronale gabonaise

Alain Bâ Oumar  
arrache la présidence



p.8

# Redynamiser l'économie

## Le gouvernement s'active

Publié le 23 février 2017  
www.ledefigabon.com



2

**L**e Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a présidé une importante réunion économique ce mercredi en présence du ministre de l'Économie, Régis Immongaut, du ministre du Budget et des Comptes Publics, Mathias Otounga Ossibadjou et du Coordonnateur du Plan Stratégique Gabon Emergent, Liban Souleman.

Les questions de relance économique étaient au centre des échanges lors de ce tour de table. Pour sortir de la spirale du ralentissement, la cohérence des actions entre acteurs de gouvernement est de mise. De fait, la mise en œuvre du plan de relance qui s'articule autour de trois volets : la viabilité des finances publiques, l'amélioration de la gouvernance économique et la réalisation d'investissements productifs, est devenue la priorité des priorités.

Concernant les finances publiques, la problématique est celle d'une optimisation des ressources budgétaires et une maîtrise des charges courantes de l'Etat, tout en améliorant l'efficacité de la dépense publique. Dans cette optique, le dialogue avec le secteur privé doit être

poursuivi au regard du traitement de la dette intérieure et du mécanisme de financement du secteur productif.

S'agissant de la gouvernance économique et la compétitivité, la stratégie s'articule autour de trois moteurs qui concernent l'accompagnement de filières stratégiques porteuses de croissance, l'amélioration du climat des affaires et l'optimisation des outils de financement de l'économie.

Ainsi, pour booster la transformation économique du pays, le soutien à l'investissement vise notamment à lever les obstacles structurels au développement. Il s'agit de promouvoir la croissance à travers une politique économique proactive à court, moyen et long terme.

Le gouvernement qui affirme ambitionner de réunir les conditions de consolidation des fondements de l'émergence, à travers le traitement de la problématique de l'énergie, la mise en place d'infrastructures pour le soutien à la production, le renforcement du capital humain. Une nouvelle dynamique est donc de rigueur dans l'ensemble des secteurs, pour permettre au tissu économique national de rebondir.





# Endettement du Gabon

## De nouveaux plafonds fixés

Publié le 21 février 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**E**ntre 2017 et 2019, la dette du Gabon sera plafonnée à 1472 milliards de FCFA. Par cette décision, le gouvernement veut démontrer qu'il applique une politique financière responsable sans toutefois annihiler les efforts pour préserver les acquis et diversifier l'économie.

Pour être plus précis, les autorités projettent à travers ses nouveaux engagements de fixer à 659 milliards de francs CFA la dette pour cette année. Il comprendra 559 milliards de francs d'emprunts extérieurs et 100 milliards de francs d'engagements intérieurs. Soit respectivement, 84,8% et 15,2% des montants sollicités. Ces emprunts seront constitués de prêts extérieurs classiques et d'emprunts obligataires régionaux.

L'année prochaine, l'objectif est de ne pas dépasser les 484 milliards de francs CFA d'emprunt. Ils seront constitués de 384 milliards de francs d'engagements extérieurs et de 100 milliards de francs d'engagements intérieurs. Soit respectivement, 79,3% et 20,7% du total

des prêts.

Les nouveaux engagements pour 2019 se chiffreront, pour leur part, à 329 milliards de francs CFA. Ils seront composés de 229 milliards de francs d'emprunts extérieurs et 100 milliards de francs d'emprunts intérieurs. Soit respectivement 69,6% et 30,4% du montant global des nouveaux engagements.

Selon une source officielle, ces engagements ont aussi été pris afin de rassurer les partenaires financiers du pays, le Fonds Monétaire International en premier. C'est aussi une manière de couper l'herbe sous les pieds des opposants qui ont tendance à exploiter ce sujet pour manipuler l'opinion.

En raison notamment de la baisse du cours du baril sur les marchés internationaux, la donne économique du Gabon a sensiblement changé et a donné d'arguments nouveaux à ceux qui veulent attenter à la stabilité du pays. Une situation ayant d'ailleurs inquiété le Fonds monétaire international (FMI), dont une mission est actuellement sur le terrain à Libreville.

# BEAC

## Vers une hausse du taux directeur



Publié le 21 février 2017  
www.ledefigabon.com

4

**S**elon une information de Bloomberg qui se base sur une analyse de la firme BMI Research, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) devrait augmenter de 55 points de base son principal taux directeur, pour le porter à 3%. Un changement d'orientation destiné à en finir avec sa politique monétaire actuelle jugée comme un peu trop molle.

Selon les observateurs, ce choix s'adapte avec le contexte économique en zone Cemac qui doit trouver les moyens de limiter les effets de l'inflation en hausse dans la sous-région.

Les prévisions actuelles tablent sur une augmentation des prix des produits de première nécessité et du carburant essentiellement au Gabon, au Cameroun et au Congo Brazzaville. Ce qui devrait porter la moyenne d'inflation de 2,3% en 2016, à 2,8% en 2017.

Chez les établissements bancaires, on accueille la nouvelle avec optimisme. Ces der-

niers estiment que cette hausse des taux directeur était en droite ligne avec la tendance du marché.

Ce qui est bien logique dans la mesure où les pays de la sous-région ont davantage recours au marché obligataire pour financer leurs exercices fiscaux avec, actuellement, des taux moyens de 5%. Ce qui a abouti à une hausse sensible des attentes de rendement de leurs placements par les épargnants.

Autre conséquence de ce changement de conjoncture : les besoins de refinancement exprimés par les banques devraient connaître une hausse nette. Le FMI a déjà fait remarquer que les banques sont fortement exposées aux emprunts des gouvernements et des structures parapubliques.

Les analystes estiment cependant qu'un rythme soutenu des politiques d'investissement au Gabon et au Cameroun devrait booster la croissance qui devrait dépasser les 4%.

# Biendi Maganga Moussavou

## Séance de travail avec le FMI

Publié le 19 février 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**L**e ministre en charge des PME a eu dernièrement une séance de travail avec les experts du FMI en mission actuellement au Gabon. Selon le membre du gouvernement, la situation monétaire de notre zone économique, la CEMAC, nous impose d'accélérer les réformes en cours avec l'appui du Fonds.

L'enjeu est ainsi de « diminuer les importations, de mieux gérer le paiement de notre dette extérieure (renégociation) pour diminuer la pression sur nos réserves de change et au contraire les renforcer par une production locale de qualité, compétitive et exportable ».

Le jeune ministre a en outre soutenu qu'il nous faut accélérer le rythme de la diversification de notre économie et le développement de l'entrepreneuriat, « l'une des solutions les plus attendues pour inverser la tendance ». Avant de poursuivre : « Les actions devant conduire au règlement de la dette intérieure et à la relance des activités, telles que prises en charge par le gouvernement, contribueront à booster ce processus ».

A savoir que les axes stratégiques de l'action gouvernementale ont été discutés lors de cette séance de travail. Rappelons que récemment, à Moanda, dans le cadre de la visite du Premier ministre, il a déjà eu l'occasion d'exposer, à l'école des Mines et de la Métallurgie (E3M), la vision du gouvernement et notamment sur la stratégie de mise en place d'incubateurs sectoriels à travers le pays.

Biendi Maganga Moussavou doit également servir en quelque sorte de porte-voix du secteur dans le cadre des échanges avec l'équipe du FMI. Les entreprises qui souhaitent avoir une meilleure visibilité pour pouvoir avancer. Il en est bien conscient car il vient de recevoir la délégation du Conseil Gabonais du Patronat (CGP) conduite par son président, Francis Evouna.

Un plaidoyer des 84 PME que regroupe ce conseil lui ainsi été transmis, pour qu'ensemble les différentes parties puissent apporter au plus vite des solutions aux PME gabonaises.



# Reprise de Maurel & Prom par Pertamina

## L'indonésienne s'offre de nouvelles ambitions



6

Publié le 16 février 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**L**e résultat est connu concernant l'offre publique d'achat (OPA) lancée par la société de droit indonésien PT Pertamina Internasional Eksplorasi dan Produksi, dans le but d'acquérir les actions et les obligations à option de remboursement en numéraires et en actions nouvelles du groupe pétro-gazier français Maurel & Prom.

La firme indonésienne détient désormais 141 911 939 actions de Maurel & Prom, soit 72,65 % du capital et au moins 71,39 % des droits de vote de Maurel & Prom. Bref, elle est devenue l'actionnaire majoritaire de la junior française, avec 72,65 % du capital.

A savoir que la filiale gabonaise de Maurel & Prom représente la plus grosse partie du chiffre d'affaires de l'entreprise, avec un bilan 2016 de 287 millions d'euros (environ 188 milliards de francs) sur les 317 millions d'euros (environ 206 milliards de francs) réa-

lisés par le groupe qui produit près de 27 958 barils de pétrole par jour.

Lors de la transaction, Maurel & Prom a été valorisée à 822 millions d'euros. Une belle prise qui permettra à Pertamina de renforcer sa présence sur le continent et de s'offrir de nouvelles ambitions internationales.

Présente dans le pétrole et le gaz mais aussi le développement des énergies renouvelables, Pertamina est déjà présent en Algérie, en Irak et en Malaisie. Elle a racheté la filiale algérienne de l'américain ConocoPhillips pour environ 1,75 milliard de dollars. En Afrique, elle mise sur le Gabon et la Tanzanie.

Selon Wianda Puspongoro, vice-présidente Corporate Communication du groupe, le projet s'inscrit dans le cadre « des cinq axes de développement du groupe visant à étendre son empreinte géographique à l'international ». Une étape stratégique qui marque « l'engagement de Pertamina en vue d'assurer la sécurité d'approvisionnement en énergie de l'Indonésie ».

# Secteur extractif Genmin avance ses pions

Publié le 16 février 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**J**oe Ariti, patron de la société australienne Genmin group a été reçu ce mardi par le ministre des Mines Christian Magnagna pour une séance de travail en présence de leurs collaborateurs respectifs.

L'objet de cette séance de travail portait es-

sentiellement sur la présentation des activités d'exploration du groupe minier au Gabon, le développement du projet fer de Baniaka (Boumango) et scénari logistiques pour l'évacuation, le renouvellement du permis de Baniaka-ouest et les aspects sociaux et collaboration technique avec la Direction Générale de la Géologie et de la Recherche Minière.

Après des échanges utiles et nécessaires entre les deux parties, le ministre des Mines a conclu en réaffirmant au président de Genmin group la gratitude du Gabon face à la persévérance de sa société dans ses activités de recherche telles que déclinées dans son programme de travail initial, malgré la crise du secteur minier qui impacte surtout les financements pour l'exploration et la recherche.

La société Genmin Group se propose de poursuivre en 2017 ses travaux de recherches, réalisés à 1/3 en vue de les finaliser afin d'évaluer le potentiel réel du Fer de Baniaka, estimé à près de 100 millions de tonnes. Pour les bons connaisseurs de la scène extractive gabonaise, la société australienne a réussi à faire avancer ses pions et peut appréhender l'avenir avec confiance.





# Confédération patronale gabonaise

## Alain Bâ Oumar arrache la présidence

8

Publié le 25 février 2017  
[www.ledefigabon.com](http://www.ledefigabon.com)

**A**près une campagne particulièrement intense, la Confédération patronale gabonaise (CPG) vient d'élire ce vendredi 24 février au Méridien Ré-Ndama, son président. Il s'agit d'Alain Bâ Oumar qui succède Jean Bernard Boumah, qui assurait l'intérim de la présidence de la CPG, après l'entrée au gouvernement de Madeleine Berre.

La Confédération patronale gabonaise (CPG) a donc son nouveau chef. C'est par un score étriqué de 29 voix contre 28 qu'Alain Bâ Oumar a arraché sa victoire pour devenir le patron des patrons gabonais pour une durée de 3 ans, renouvelable une fois.

Le scrutin qui s'est déroulé en deux tours, a d'abord donné une marge d'avance à Jean

Bernard Boumah lors du premier tour (30 voix contre 27). Mais le règlement intérieur de l'organisation stipulant qu'un vainqueur au premier tour doit rassembler au moins les 2/3 des voix, on a alors eu recours à un second tour pour départager les candidats.

Le vote des 57 patrons qui ont composé le collège électoral a par la suite mis les deux postulants au coude à coude jusqu'à l'avant-dernière voix du dépouillement (28-28). Finalement, un « changement de choix » de deux électeurs a permis au scrutin de se débloquer.

Un scrutin très serré qui, selon les observateurs, laisse planer le spectre d'une CPG divisée. Ainsi, le nouveau président a le devoir de réussir rapidement le défi du rassemblement car le travail qui attend l'organisation est énorme dans un contexte économique délicat.